

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Octobre 2024

### Rapport au Parlement flamand

### *Numérisation dans l'enseignement primaire et secondaire*

*Digisprong (« saut numérique ») a représenté une avancée importante pour la numérisation dans l'enseignement flamand. Bien que les pouvoirs publics aient étendu de manière significative les moyens TIC, les écoles se sentent encore trop peu soutenues pour l'intégration des TIC dans l'enseignement. Elles sont favorables à la politique de numérisation, mais il existe également des obstacles, comme une liberté de dépense limitée, des compétences numériques insuffisantes chez les enseignants et l'absence de soutien pédagogique et didactique.*

#### **Cadre politique**

La crise du coronavirus a fait de la numérisation de l'enseignement une priorité politique. Fin 2020, le ministre de l'Enseignement a défini dans la note de vision *Digisprong* un cadre d'objectifs cohérent, associé à des actions. Toutefois, la note de vision ne représente pas de manière intégrale la politique de numérisation, étant donné qu'elle n'inclut pas toutes les mesures. La transparence est en outre compromise du fait que le budget de la numérisation provient à la fois de l'enseignement et de l'innovation, la répartition entre les deux domaines politiques manquant parfois de cohérence. La mise en œuvre correcte des mesures *Digisprong* fait généralement l'objet d'un suivi adéquat par les pouvoirs publics, mais ceux-ci n'ont aucune idée des dépenses réelles consacrées à la coordination des TIC dans les écoles.

Il est ressorti des entretiens menés par la Cour des comptes auprès de 58 écoles de l'enseignement primaire et secondaire ordinaire et spécial que la mise en œuvre de la politique présentait parfois des lacunes. Les nominations de coordinateurs TIC ont augmenté, tout comme les moyens pour le matériel TIC. Toutefois, la formation continue des enseignants n'a été mise en place que plus tard, ce qui a pu compromettre une utilisation efficace et efficiente des TIC par les écoles. Un quart des écoles interrogées rencontrent des problèmes liés à la liberté d'utilisation limitée des moyens. Par exemple, le quota d'un appareil par élève ne correspond pas toujours à leur politique en matière de TIC. La politique de numérisation accorde peu d'attention à la situation familiale des élèves et a alourdi la facture scolaire pour les parents dans l'enseignement secondaire. Les écoles comptant de nombreux élèves défavorisés subissent des coûts supplémentaires dus à la numérisation, sans que cela se reflète dans leur financement. Les écoles primaires et les écoles comptant de nombreux élèves défavorisés rencontrent en particulier des difficultés à maintenir le même niveau d'équipement sans aide publique.

#### **Numérisation dans les écoles**

Malgré l'impulsion donnée par *Digisprong*, seules 40 % des écoles interrogées disposent d'un plan stratégique TIC actualisé. Ces plans présentent souvent plusieurs lacunes : ils sont incomplets, trop généraux, manquent d'objectifs et ne comportent pas d'aperçu des coûts.

Les moyens TIC s'avèrent encore insuffisants pour la plupart des écoles, surtout dans l'enseignement spécial. En matière de coordination des TIC, les écoles privilégient l'expertise technique, ce qui explique qu'elles manquent davantage d'expertise pédagogique.

*Digisprong* a permis à la quasi-totalité des écoles de mettre à niveau leur infrastructure réseau. La disponibilité des appareils destinés aux élèves a également été améliorée avec succès dans les délais prévus. Dans l'enseignement ordinaire, la majorité des écoles secondaires demandent une contribution aux parents. Si le subventionnement public n'est pas reconduit, cette contribution pourrait augmenter fortement à l'avenir.

L'utilisation par les enseignants d'outils d'apprentissage numériques n'est pas encouragée partout et ne fait pas non plus l'objet d'une évaluation systématique. Seul un tiers des écoles estime que l'équipe enseignante est suffisamment compétente en matière numérique. Les écoles soulignent un manque de connaissance des outils d'apprentissage numériques ou l'absence d'une didactique adaptée, ainsi que de grands écarts entre les enseignants.

### **Soutenir les écoles dans la numérisation**

De nombreuses écoles ne se sentent pas assez soutenues pour l'intégration des TIC dans l'enseignement. Elles estiment que les moyens financiers pour les infrastructures TIC sont insuffisants et se heurtent à un manque de soutien pédagogique et didactique. Lorsqu'elles utilisent des outils d'apprentissage numériques, les écoles font face à des soucis de sélection, de qualité, de coûts élevés et, dans l'enseignement primaire, à des problèmes de compatibilité et de dépendance à l'égard des éditeurs.

### **Réaction du ministre**

Le ministre flamand de l'Enseignement a répondu qu'il a dû opérer des choix dans le cadre du budget disponible. Il reconnaît qu'il reste des défis à relever pour les différents piliers de la numérisation et annonce le lancement à court terme d'actions concernant la professionnalisation des enseignants et la cybersécurité.

### **Informations pour la presse**

La Cour des comptes contrôle les finances publiques fédérales, communautaires, régionales et provinciales. Elle contribue à améliorer la gestion publique en transmettant aux assemblées parlementaires, aux gestionnaires et aux services contrôlés des informations utiles et fiables, résultant d'un examen contradictoire. Organe collatéral du Parlement, la Cour travaille de façon indépendante des pouvoirs qu'elle contrôle.

Le rapport *Digitalisering in het basis- en secundair onderwijs* a été envoyé au Parlement flamand. Ce rapport (en néerlandais) et le présent communiqué de presse sont disponibles sur le site internet de la Cour des comptes ([www.courdescomptes.be](http://www.courdescomptes.be)).